



# Lundi 12 novembre 2018

## Appel unitaire à la grève

### Pour une Education Nationale de qualité pour toutes et tous !

Départ du cortège à 10h30 devant le Palais des Congrès

#### **Budget 2019 : l'Education n'est plus une priorité.**

- Suppression de 2650 postes d'enseignant-es dans le second degré et de 400 postes administratifs.
- CP et CEI dédoublés sans attribution des moyens nécessaires au détriment des autres écoles.
- Compensation de la baisse des moyens par le recours aux heures supplémentaires.

#### **Un projet imposé, autoritaire et à l'ambition éducative réduite**

- Réforme « de la confiance », "voie de l'excellence" derrière un vocabulaire pompeux, la réforme du ministre vise à transformer le système éducatif dans un sens d'économies et rétrograde : fin des ESPE et formation mise sous la coupe du Ministère, fusion des académies, augmentation de la part du privé (programmes en LP mis sous la coupe des branches professionnelles, financement des écoles privées maternelles).

#### **Une école de la performance et de la compétition**

- les évaluations systématiques et à tous les niveaux sont le moyen utilisé pour mettre les élèves, les enseignant-es et les établissements en concurrence.
- elles conduiront à un formatage et un appauvrissement des pratiques et à l'abandon du principe de liberté pédagogique. A l'évaluation, opposons la formation !

#### **Des salaires gelés, la Fonction Publique précarisée**

- Gel du point d'indice depuis 2010, augmentation des retenues pour pension civile et majoration de la CSG. Parallèlement, le gouvernement supprime 120 000 postes dans la Fonction publique et remet en cause le statut des fonctionnaires, il abuse du recours à la précarité, utilisant des collègues contractuel-les mal payé-es et sans garantie de poste ni d'emploi, alors qu'ils/elles font le même travail que les titulaires.

**Ce que nous revendiquons, c'est un vrai service public de l'enseignement qui assure la réussite de tous-tes et privilégie la solidarité à la compétition. Cela nécessite la création de milliers de postes pour tenir compte de l'augmentation démographique, améliorer la prise en charge des élèves et permettre une organisation administrative efficiente. La mise en place des réformes, notamment celle des lycées généraux et professionnels, loin de faire l'unanimité, est le prétexte pour le gouvernement de supprimer une bonne partie de ces postes.**

Les organisations syndicales signataires appellent de façon unitaire tous les enseignant-es, titulaires ou contractuels et tous les agents à se mobiliser massivement pour une autre politique scolaire, ambitieuse et respectueuse des élèves et des personnels.

**TOUS ET TOUTES EN GRÈVE ET DANS LA RUE LE 12 NOVEMBRE !**

Assemblée Générale des grévistes - 9h30 - Maison des associations.

Dans un contexte d'austérité qui pèse lourdement sur la Fonction Publique, l'Education Nationale n'a plus les moyens de remplir correctement sa mission : les conditions de travail pour les agent.es et la qualité du service public pour les usager.es se dégradent.

Comme pour la santé, les territoires, le transport, les mesures imposées à l'école portent la marque d'un projet de société dans lequel la concurrence doit régner à tous les niveaux. Sélection et élitisme sont mis en avant, au détriment de la prise en charge de chaque élève. L'individualisme prime sur la solidarité ; l'élève est déclaré maître de son avenir scolaire et professionnel, ce qui le laisse seul face à l'échec et permet de dédouaner l'Etat qui ne lutte plus contre les inégalités qui se creusent.

Enfin, le ministère de l'Education Nationale a pour objectif de mettre sous tutelle les pratiques enseignantes par l'instrumentalisation d'évaluations nationales, il nie ainsi le professionnalisme des enseignant-es et l'exercice de la liberté pédagogique.

La réussite de tous et de toutes nécessite de prendre en compte la spécificité de chaque élève, les moyens pour l'accompagner et cela de la maternelle à l'université. On ne fait pas progresser les élèves avec des injonctions. Il faut donc également un budget à la hauteur de cette ambition. Or les annonces budgétaires pour l'année 2019 démontrent que le gouvernement a abandonné la priorité à l'éducation. **Il affirme faire du primaire une priorité mais celle-ci n'est financée que par redéploiement des moyens, qui seront en tout état de cause insuffisants. Avec 2 650 postes d'enseignant-es et 400 de personnels administratifs supprimés, c'est une nouvelle dégradation des conditions d'études des élèves et de travail des personnels qui est programmée.** Cela n'est pas compatible avec l'ambition d'un enseignement de qualité, ni d'une bonne administration d'un système éducatif solidaire, garant d'une plus grande égalité de réussite.

**Nous appelons les personnels à s'opposer à toutes les réformes qui généreront des suppressions de postes.**

**Pour les personnels, la situation se dégrade et le pouvoir d'achat ne cesse de décroître.** Le gouvernement n'a pas saisi l'occasion du rendez-vous salarial pour revaloriser les salaires des agent-es publics. Ainsi, il n'honore pas la promesse de campagne faite par Emmanuel Macron « d'améliorer le pouvoir d'achat de tous les salarié-es », puisqu'il laisse de côté plus de cinq millions d'agent-es de la Fonction publique ! Pire, il maintient le gel de la valeur du point d'indice et ne propose que quelques mesures dont la portée sera limitée (Compte Épargne Temps, aides au logement, indemnités kilométriques...). Pourtant, ce rendez-vous était très attendu après les pertes subies ces dernières années et le gel du point d'indice en mai 2017.

**Pour toutes ces raisons, nous appelons à la grève le lundi 12 novembre 2018.**

**Départ de la manifestation unitaire à 10h30 au Palais des Congrès en direction de la DSDEN boulevard Paixhans**

**Une assemblée générale des grévistes se tiendra à 9h30 à la Maison des association pour faire le point sur la mobilisation, et discuter des suites à donner à cette journée.**

